

AMELIORER LA PRODUCTIVITE AGRICOLE ET LA SECURITE ALIMENTAIRE : POLITIQUES ET STRATEGIES

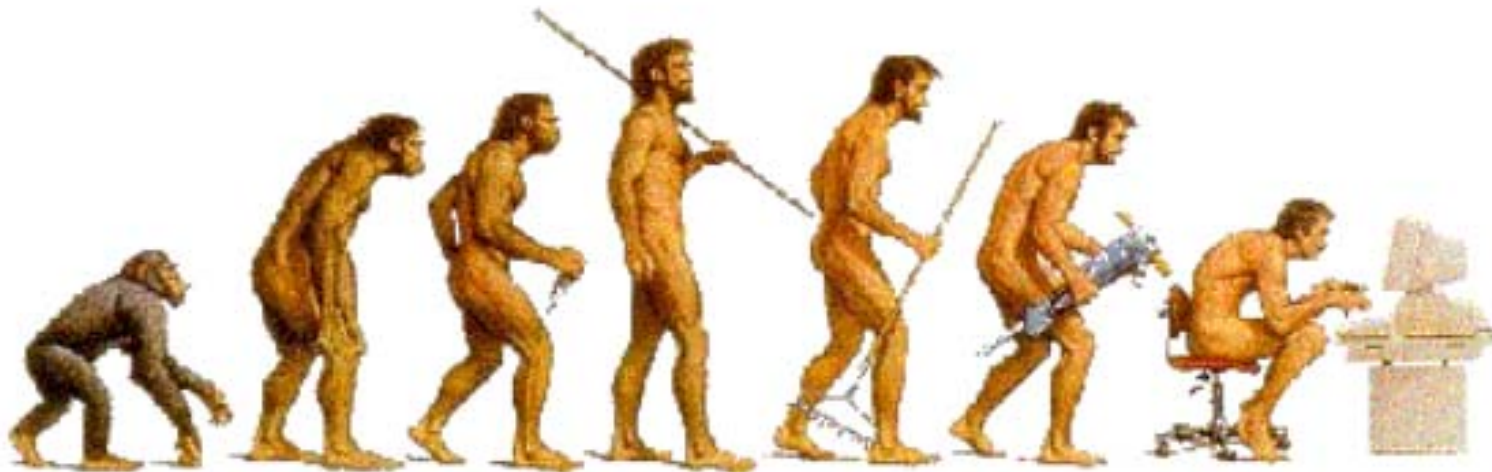
CAS DU BURUNDI

Jean NDIMUBANDI, PhD
Université du Burundi



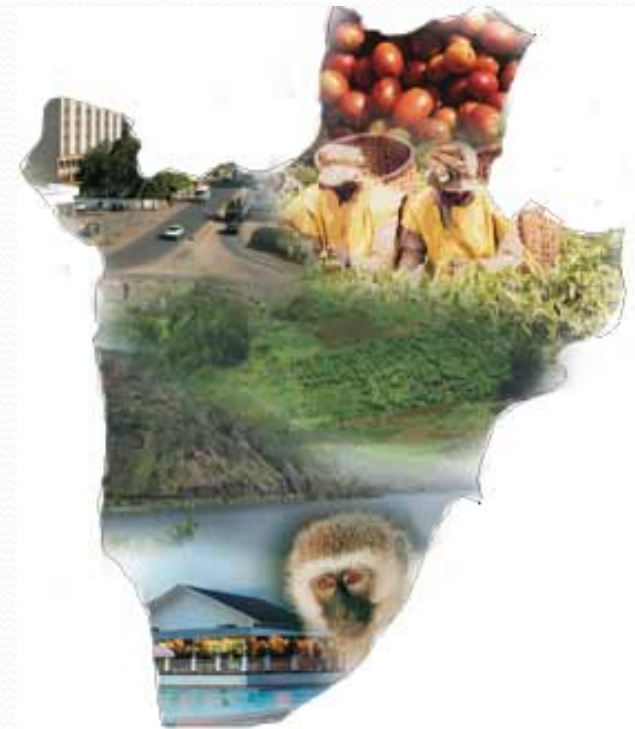
PLAN DE L'EXPOSE

1. INTRODUCTION
2. EXPOSITION AUX RISQUES
3. STRATEGIES AGRICOLES DU GoB
4. POSSIBILITES DE DIVERSIFICATION
5. PROPOSITIONS D'AMELIORATION
6. RECOMMANDATIONS



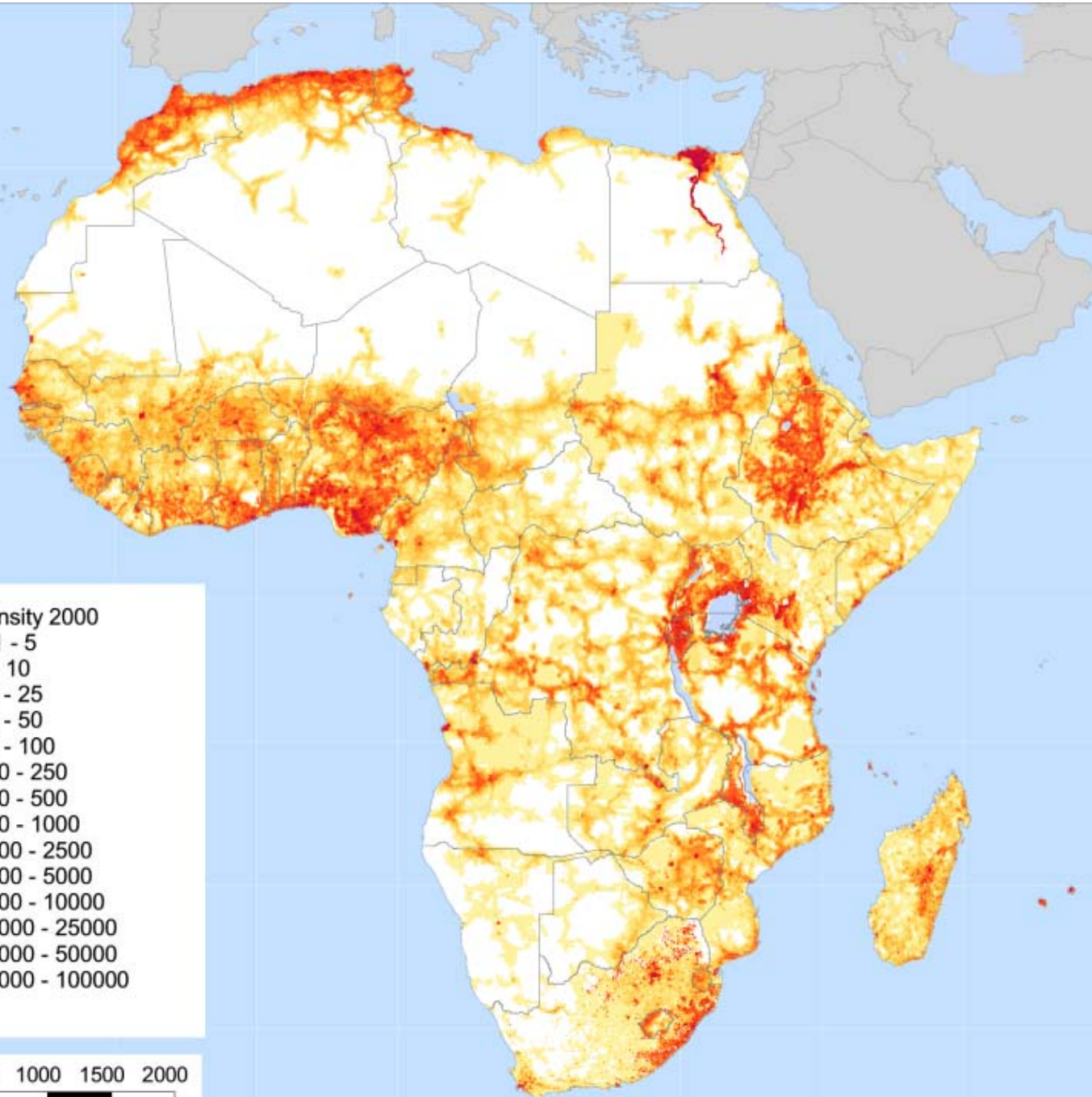
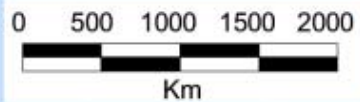
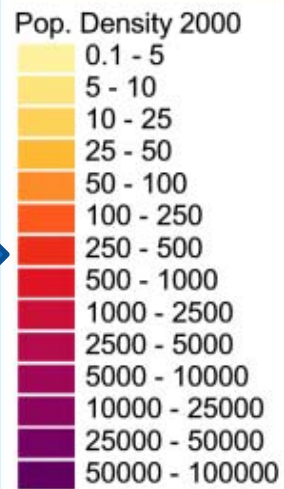
CONTEXTE DU BURUNDI

- **Pays parmi les plus pauvres en Afrique**
 - **Population : +8 million (est. 2008)**
 - Environ 2,35 millions d'ha potentiellement exploitables
 - Densité démographique élevée
 - **Spéculations agricoles :**
 - 40 à 56% du PIB
 - 86 % aux recettes d'exportation
 - 95% de l'offre alimentaire
 - **Agriculture de subsistance =**
 - pierre angulaire de l'économie nationale et familiale & moteur de croissance des autres secteurs de la vie nationale.
 - >90% de la population

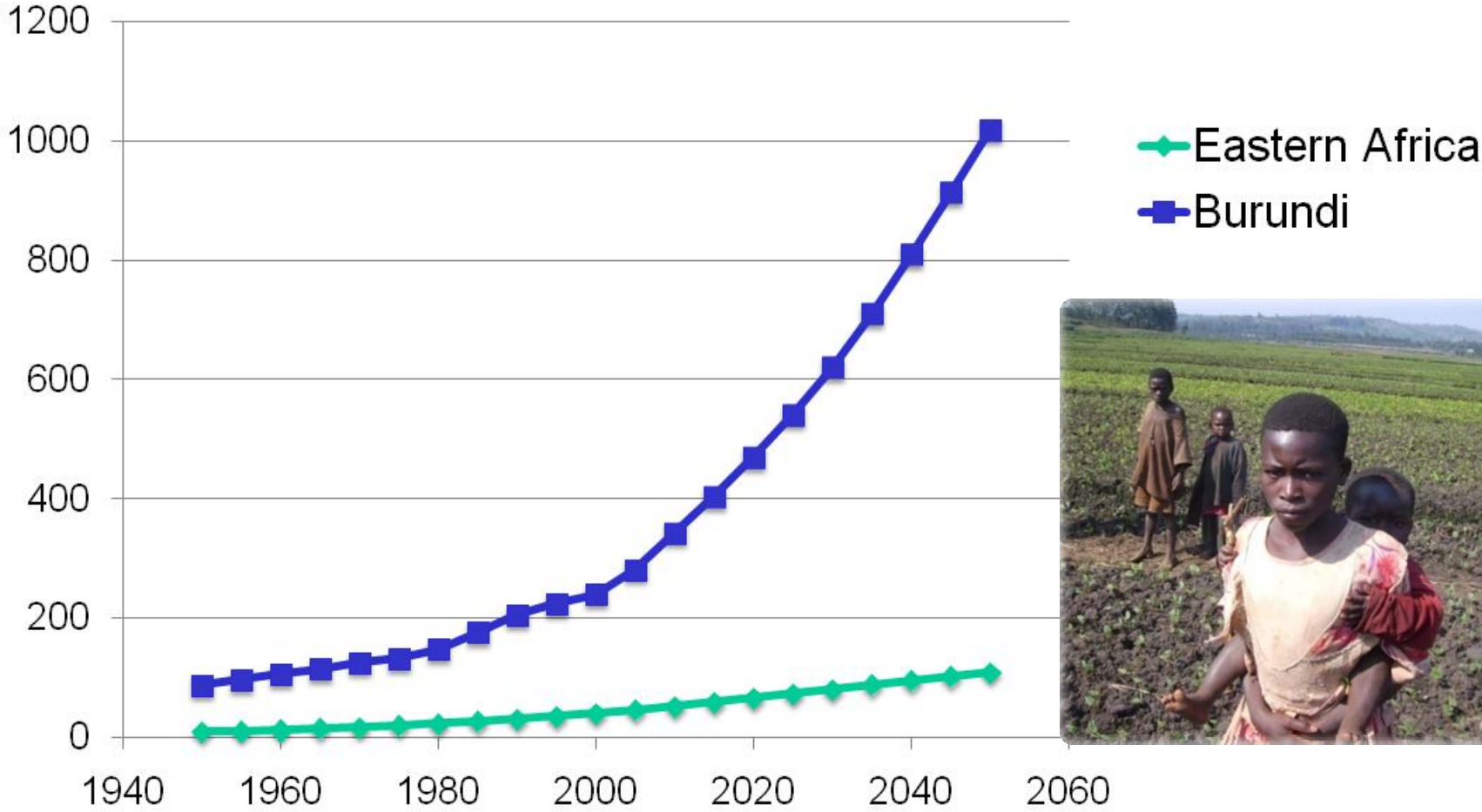




Densité de la Population, 2000



CROISSANCE ATTENDUE DE LA DENSITÉ DÉMOGRAPHIQUE



EXPOSITION AUX RISQUES ET INCERTITUDE

- Subsistance dépendant fortement de l'agriculture → **risques élevés dans les exploitations** dus à la saisonnalité de la production, conditions climatiques,
- Croissance démographique élevée → **atomisation des terres**
- Faible niveau de revenus → accès limité au marché, manque d'opportunités génératrices de revenus en dehors de l'agriculture, **manque de marge de manoeuvre**
- Instabilité des conditions politiques → **risques élevés de perte de revenus et conditions de vie**

Stratégies agricoles et environnementales élaborées par le GoB pour les périodes à venir

- Objectif global:
 - réduction de la pauvreté et soutien de la croissance économique,
- Objectifs spécifiques:
 - augmentation des revenus des ménages
 - amélioration de la situation nutritionnelle en augmentant de manière durable la productivité des exploitations agricoles en diminuant la dépendance des importations des denrées agricoles.
 - Assistance aux stratégies foncières

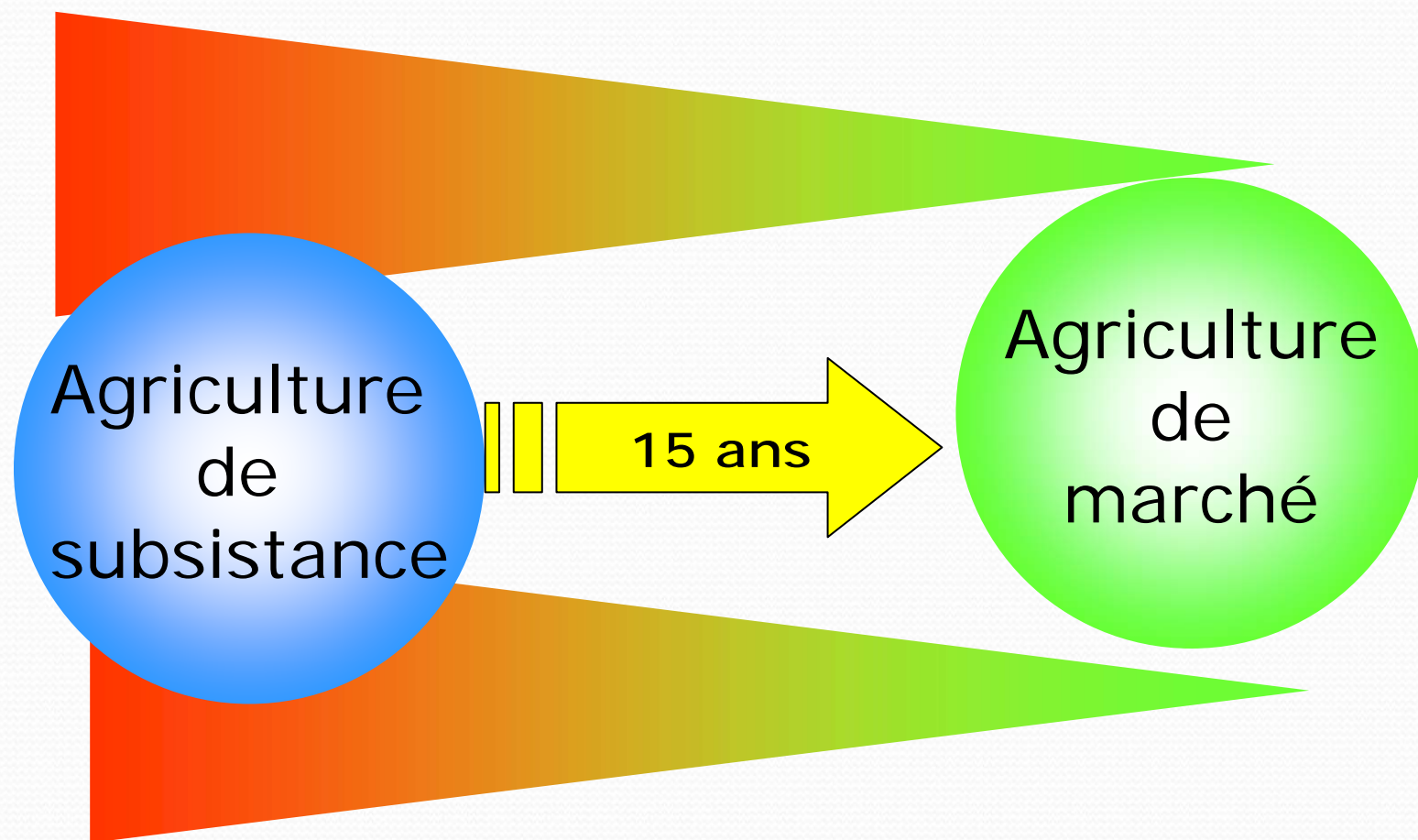
Dispositions particulières

- L'adhésion du Burundi à différentes organisations régionales et internationales ;
- La volonté manifeste du Gouvernement de faire de la science, la technologie et la recherche un outil de développement durable ;
- La mise en place des Groupes sectoriels
- L'élaboration du PNIA et du C.S.L.P.-II et l'existence des politiques sectorielles des différents ministères.

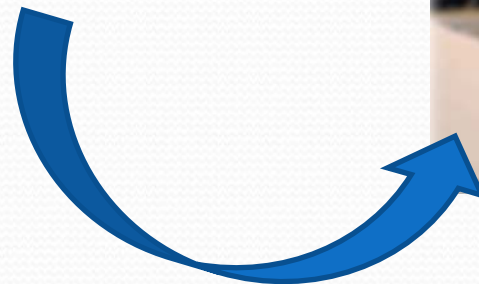
PNIA

- ❑ Il dote le MINAGRIE d'une vision du secteur
- ❑ Il a permis la mise en place d'une base de données sur les investissements
- ❑ Il met en synergie les actions entre elles et avec celles des autres secteurs
- ❑ Il mobilise les ressources y compris celle de l'Etat (>10% du budget national) et du SP
- ❑ Alignement avec :
 - ❑ la Vision 2025
 - ❑ le CSLP

VISION 2025



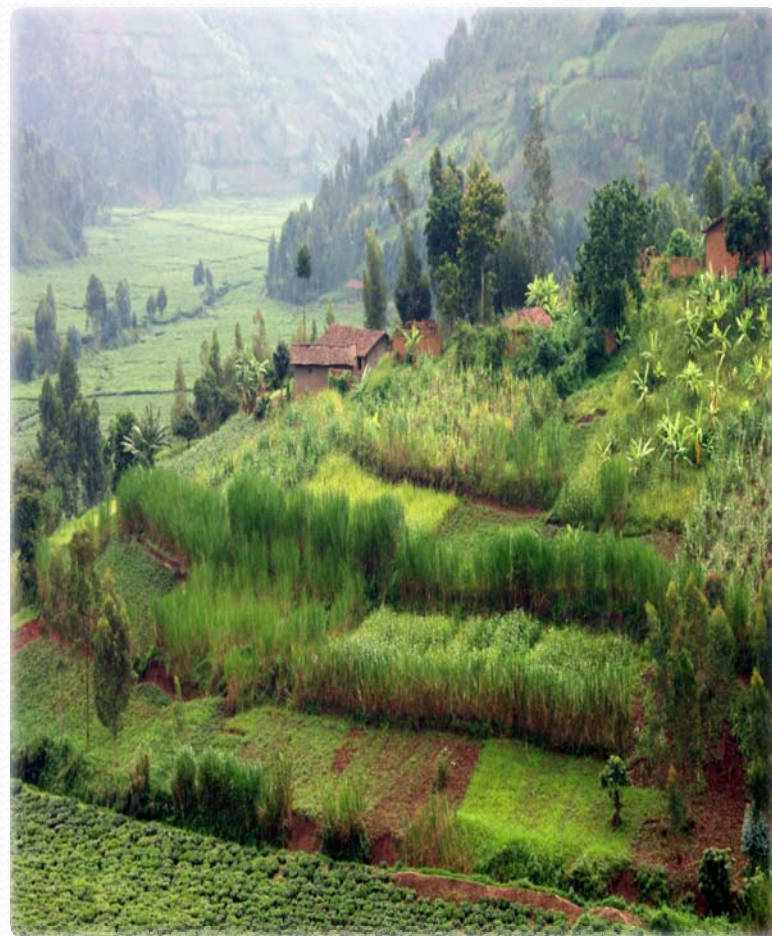
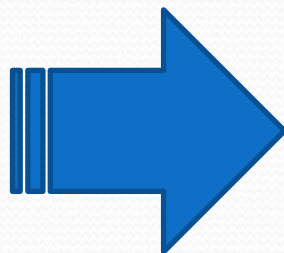
Vision 2025



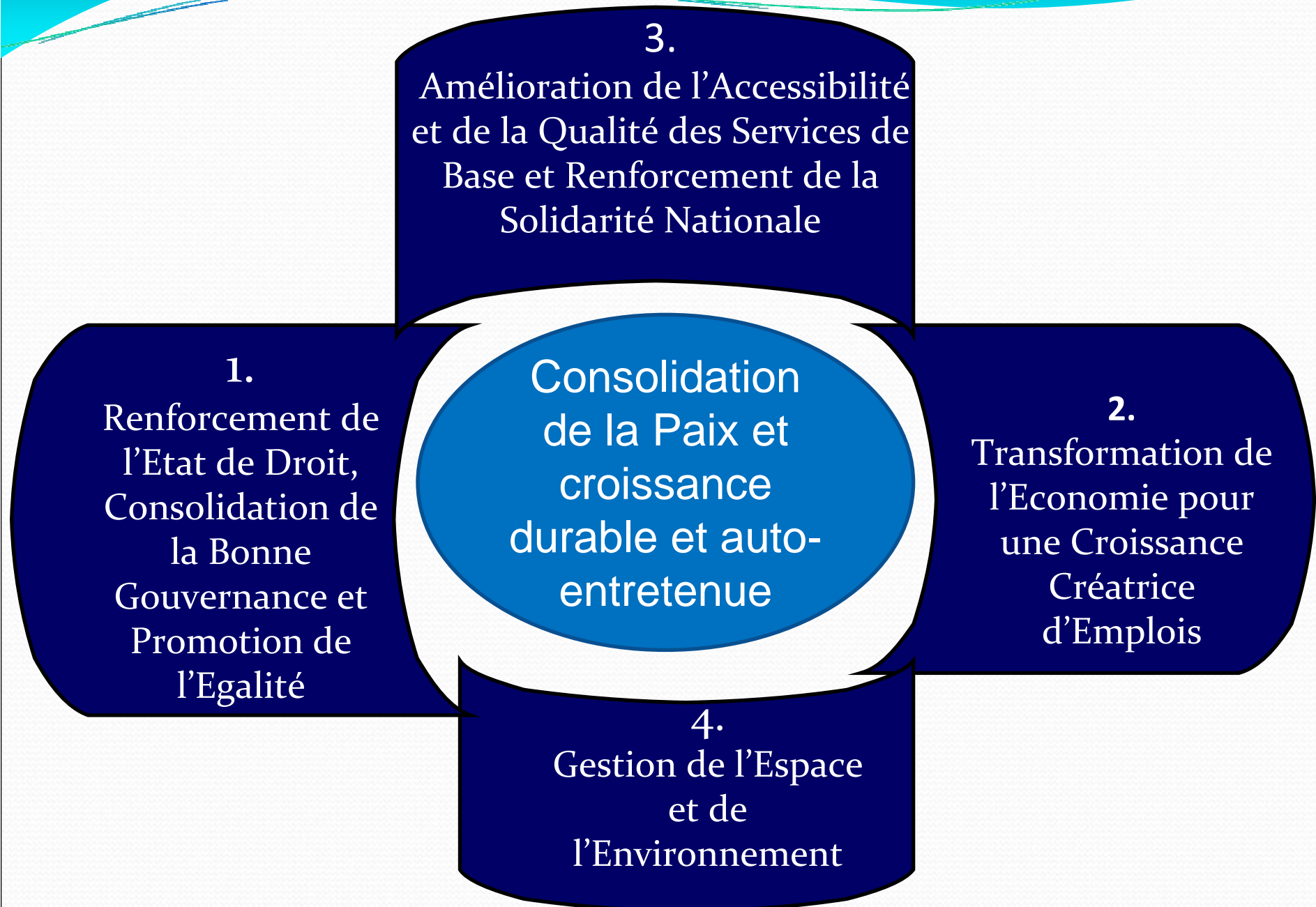
Vision 2025



Vision 2025



PRINCIPAUX AXES DU CSLP- II



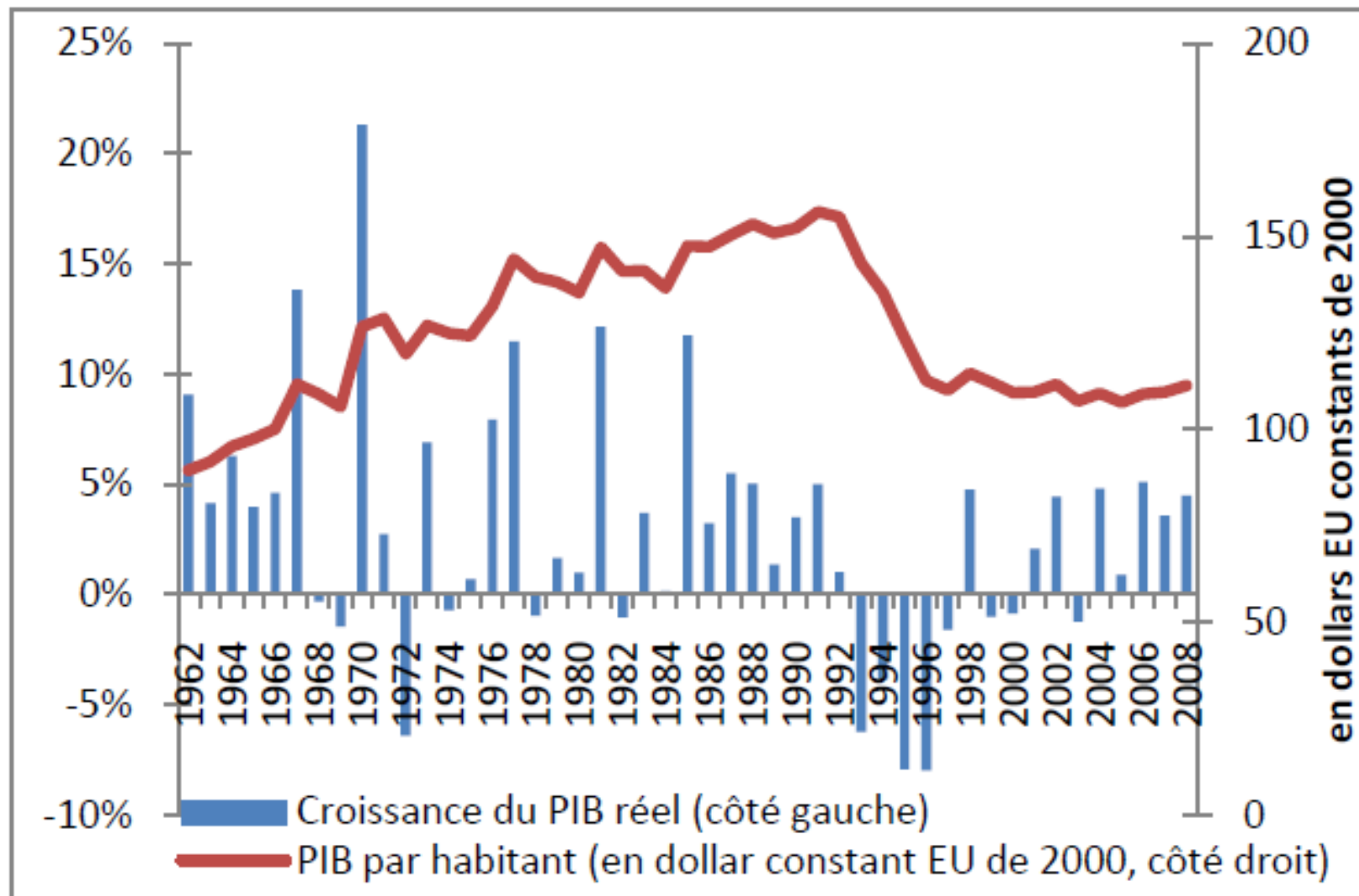
Evolution des macro-structures

- La production agricole totale a enregistré une décroissance (2008)
- une stagnation en 2009 pendant que la moyenne de la période 2000-2009 est de 1,1%.
 - Ces taux sont de loin inférieurs aux moyennes des PMA situées à 3,5% pour la période 2000-2009 et à 4,5 et 1,5% pour les années 2008 et 2009 respectivement.
- des taux de croissance négatifs (-4,3 et -3,4% respectivement en 2008 et 2009)
- un taux moyen négatif de l'ordre de -1,7% pour la période 2000-2009
 - (PMA= 1,1% pour la période 2000-2009 et 2,1 et -0,8% respectivement en 2008 et 2009).

Evolution des macro-structures - 2

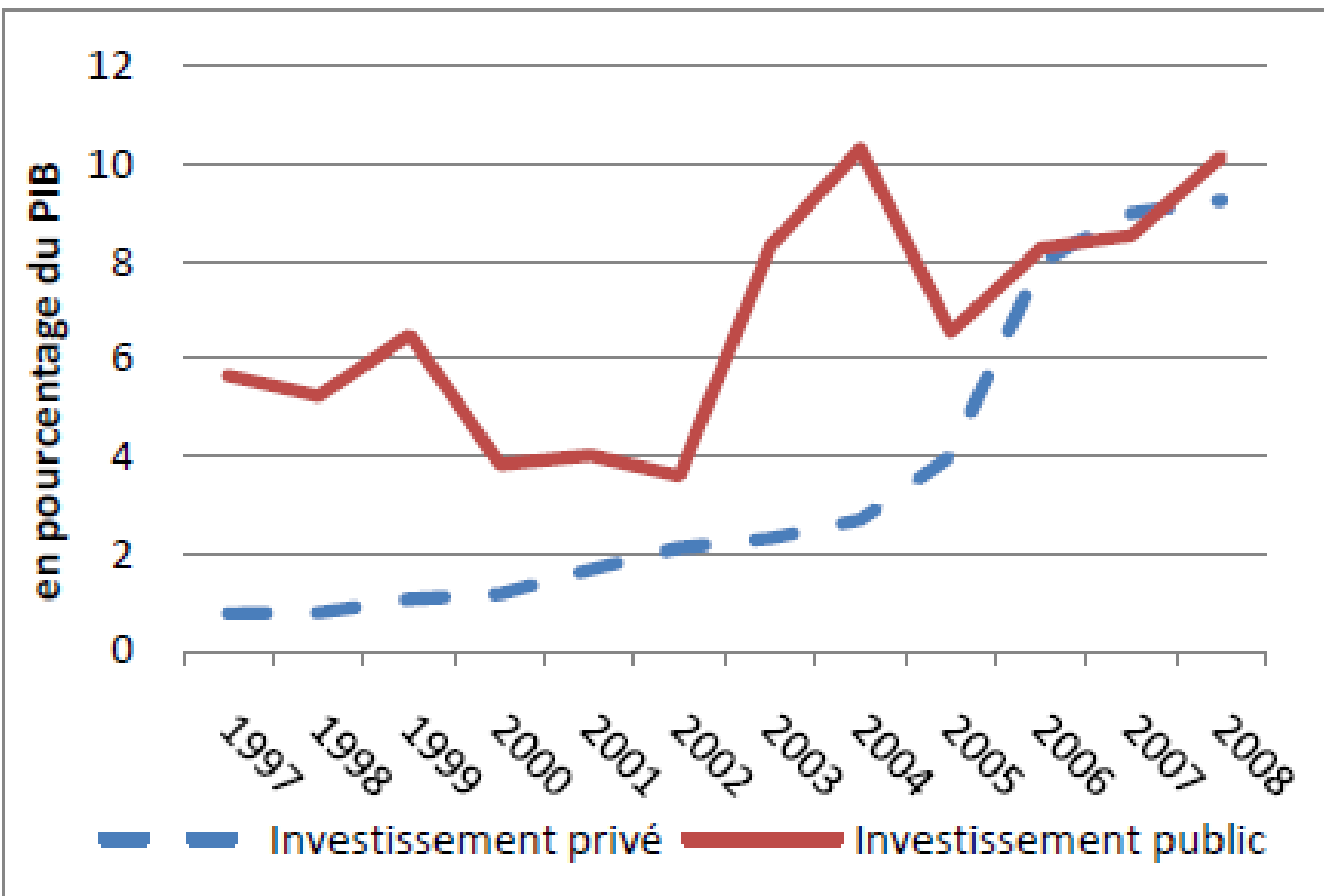
- Inflation des prix en régression, passant de 31% en 1997 à 10,6% en 2009,
- elle reste particulièrement élevée pour l'année 2008 car elle se situe à 24%, justifiant ainsi la baisse du taux d'intérêt réel pour cette année.
- Mises à part quelques activités de recherche, la technologie de production est peu intensive en capitaux.

Croissance du PIB réel et PIB par habitant, 1962-2008

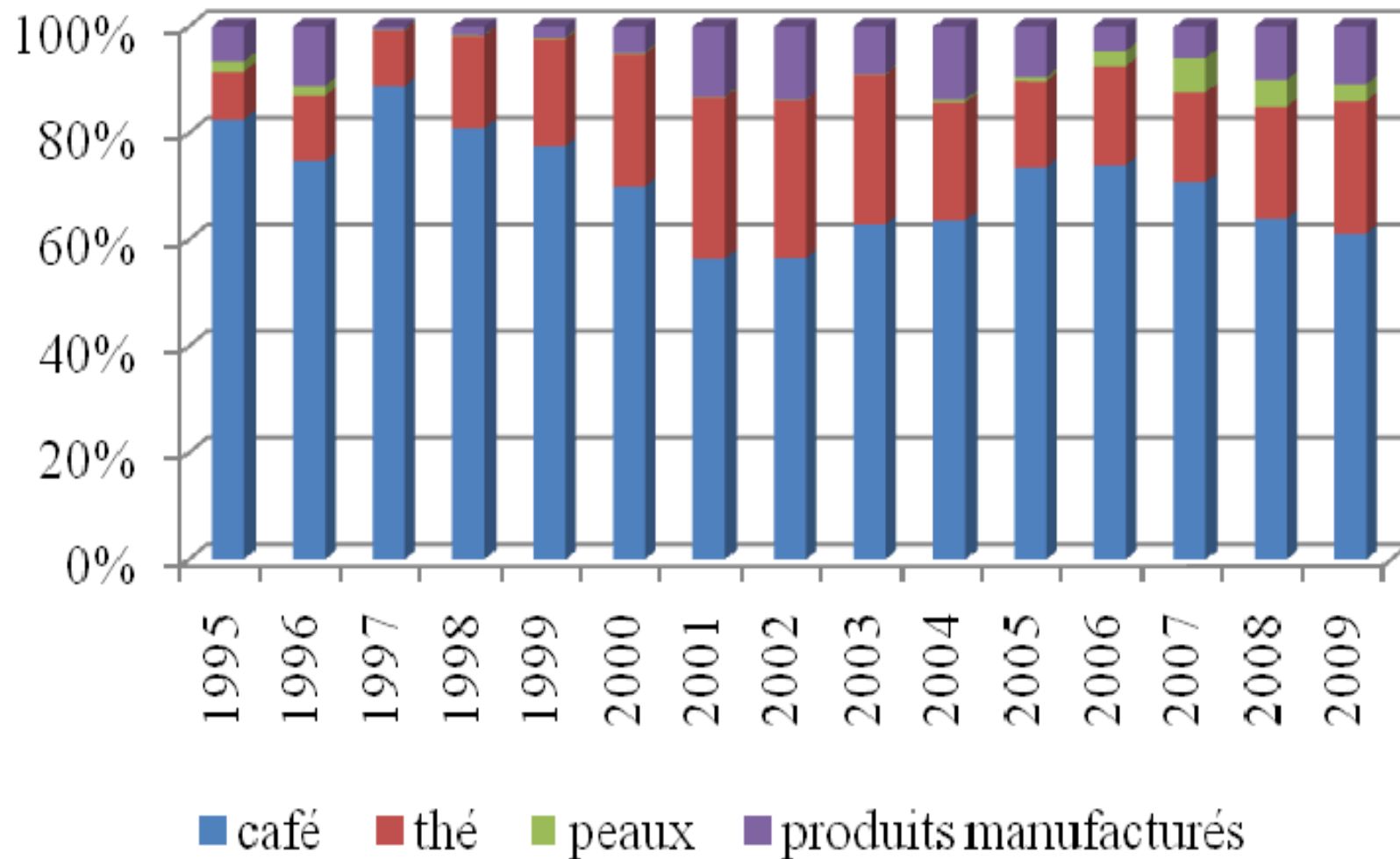


Source : Indicateurs du développement dans le monde.

Investissement privé vs Investissement public



Structure des principales exportations du Burundi de 1995 à 2009





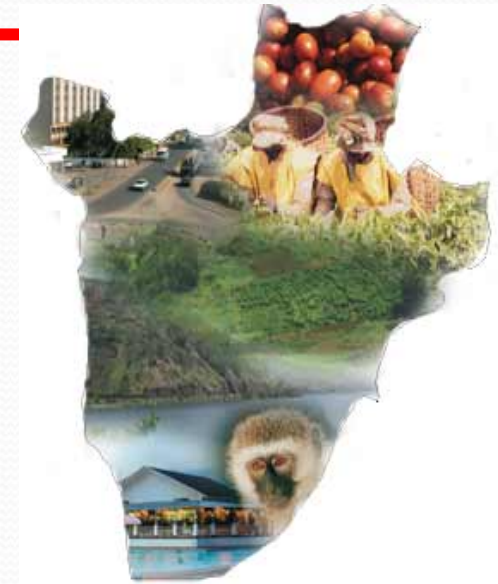
**POSSIBILITÉS DE DIVERSIFICATION DES
EXPORTATIONS ET
AUTRES STRATÉGIES SUSCEPTIBLES
D'AMÉLIORER LA PRODUCTIVITÉ ET LA
SECURITE ALIMENTAIRE**

Perspectives

- L'évolution vers une agriculture plus intensive en technologie et capital devra se faire à une allure plus rapide que celle des dernières années.
 - *NB: l'agriculteur burundais n'aime pas le risque, il préfère minimiser le risque au lieu de maximiser le profit.*
- L'augmentation nécessaire de la productivité devra être réalisée à travers :
 - l'utilisation plus intensive d'intrants agricoles (engrais chimiques, pesticides, semences sélectionnées, matériel agricole adapté et crédit),
 - l'amélioration des méthodes culturales,
 - l'amélioration de la productivité du travail, et,
 - la restauration de la fertilité du sol et la protection du patrimoine foncier.

Marchés de niche

- **Filières horticoles**
 - fruits, légumes,
 - fleurs coupées et
 - plantes ornementales)
- **Aquaculture**
- **Filière des huiles essentielles**
- **Filière Macadamia**
- **Filière du Tamarin**
(*Tamarindus indica* L.)
- **Produits miniers et pétroliers**



PROPOSITION DE QUELQUES AXES D'INTERVENTION

- Actions visant la création d'emploi et encadrement rural
 - a) « *inputs for work* » versus « *cash for work* »
 - b) Promotion de petits métiers et autres AGR's
 - C) Promotion de l'Agro-tourisme
- Actions de mise en place des mécanismes pour **libérer les terres** afin de permettre une production plus intensive
 - Politique de villagisation
- **Actions visant l'amélioration des conditions du marché**
 - a) *Création de réseau d'informations et accompagnement des producteurs dans l'intégration des TIC dans le système de production*
 - b) *Intermédiation financière auprès des associations de microfinances*
 - C) *intervention et régulation au niveau des coûts des inputs*

Propositions d'amélioration-2

- **Actions pouvant permettre la mise en place d'un mode de reproduction de la fertilité ou permettant d'améliorer la gestion de la fertilité**
 - *Repeuplement du cheptel caprin et renforcement du système de la "chaîne de solidarité communautaire"*
 - *Promotion de l'agro-foresterie*
 - *Promotion d'une politique forte en matière de conservation des sols*
- **Actions visant à renforcer la position de la femme dans la communauté**
 - *a) Promotion du planning familial*
 - *b) Amélioration de la communication auprès des femmes*
- **Actions devant contribuer à promouvoir la législation en faveur des vulnérables**
 - *a) Législation générale sur l'agriculture familiale*
 - *b) Législation foncière en faveur des petits producteurs*

Rôle de la Faculté des bio-ingénieurs et ISABU

- Expertise du gouvernement en matière d'enseignement, de recherche et de vulgarisation agricole
 - Implication dans l'élaboration, évaluation des projets et documents stratégiques en matière agricole
- Accompagnement des Organisations de Producteurs
- Leadership dans le contrôle de la qualité des intrants (facteurs de production) et des denrées alimentaires
- Innovation en matière de recherche orientée vers les besoins des collectivités (*Participative*)
 - Recherche sur des variétés adaptées au changement climatique
 - Ex: Projet innovant en matière de Sécurité alimentaire = Insectes comestibles (*Inswa/utunyabobo*)

Recommandations

- **Au niveau local**
- Stimuler la demande intérieure par la mise en place des programmes de relance budgétaire centrés sur des entreprises locales et la création d'emploi.
- injecter des fonds publics dans les secteurs bancaires et financiers afin de prévenir le risque systémique que la faillite de grands établissements financiers faisait planer sur leur économie et de permettre aux banques de jouer de nouveau leur rôle,
- saisir et exploiter les opportunités qui existent dans les outils proposés au niveau international :

Recommandations -2

- **Au niveau local (suite)**
- initier la constitution des réserves ou banques alimentaires d'urgence pouvant secourir les couches de populations les plus démunies.
- octroyer, par un partenariat avec des organismes de crédit à l'exportation, des programmes de garanties renforcées, de prêts à court terme en fonds de roulement et de garanties de crédit en vue de relancer les exportations.
- poursuivre la politique de stabilisation des recettes d'exportation
- accorder la priorité aux investissements agricoles par une allocation conséquente du budget de l'Etat.

Recommandations -3

- **Au niveau régional**
- les pays membres des Communautés locales (COMESA, EAC, etc.) devraient financer, grâce aux avantages du libre échange qu'ils ont adopté, une caisse d'amortissement des fluctuations de prix pour des produits jugés stratégiques.
- les banques et les institutions financières régionales comme la BAfD devraient accorder la priorité à des programmes de facilitation du financement du commerce.

Recommandations -4

- **Au niveau international**
- Octroyer des financements concessionnels soutenus et croissants, y compris au titre de l'aide pour le commerce, afin de raviver les perspectives de croissance économique.

“The agriculture is the mother of all arts. When it is well conducted, all other arts prosper. When it is neglected, all other arts decline”

Xenophon (430-355 BC), The Economics, V

Think twice,...



Merci pour votre attention

